



Agence spatiale
canadienne

Canadian Space
Agency



Agence spatiale canadienne

2017-2018

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé

le 31 décembre 2017

Compte rendu de la gestion pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

1. Introduction

Ce rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses 2017-2018](#)¹.

1.2 Mandat et activités de programmes

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mission *de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique.*

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur le [mandat](#) et les activités de programme de l'ASC dans le [Plan ministériel 2017-2018](#)¹.

¹ *Les données financières présentées à titre de dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses (BPD) et le plan ministériel peuvent différer des autorisations disponibles présentées dans ce Rapport financier trimestriel (RFT). Les données du plan ministériel comprennent une estimation des rajustements au BPD pour l'année complète, tandis que le RFT présente uniquement les autorisations accordées à ce jour via le processus du budget des dépenses (c.-à-d. BPD et Budgets supplémentaires des dépenses).*

1.3 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport financier trimestriel (RFT) a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations, joint à ce rapport, inclut les autorisations de dépenser de l'ASC accordées par le Parlement et utilisées par l'ASC, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses votés au 31 décembre pour l'exercice 2017-2018 comparativement à 2016-2017. Ce RFT a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

L'autorisation préalable du Parlement est requise avant que le gouvernement puisse dépenser des fonds. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

L'ASC utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses soit, une comptabilité d'exercice partielle.

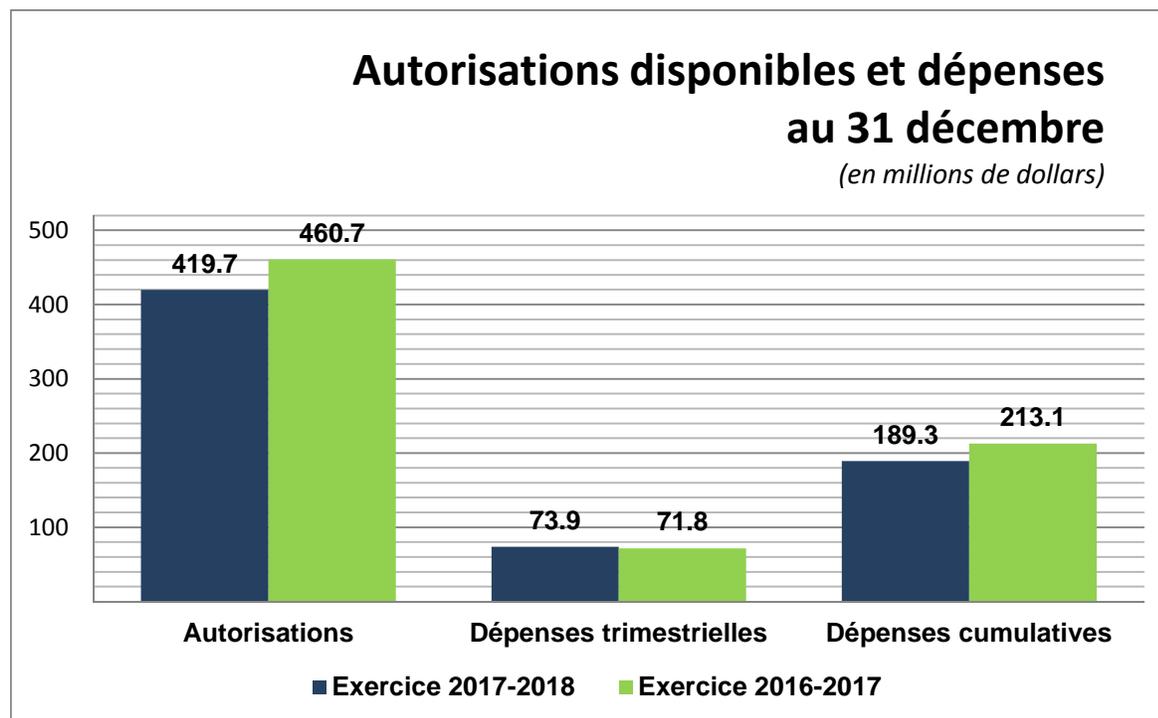
La comptabilité d'exercice partielle inclut les déboursés ainsi que certains courus pour les salaires et les indemnités salariales.

Ce RFT n'a pas fait l'objet d'un audit externe. Par contre, il a été examiné par les membres du Comité d'audit de l'ASC, qui sont satisfaits de la présentation et du contenu du rapport.

2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels

La présente section souligne les éléments significatifs qui ont contribué aux changements au niveau des autorisations disponibles pour l'exercice ainsi qu'au niveau des dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017.

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des variations des autorisations disponibles et des dépenses. Des détails supplémentaires sur ces variations se retrouvent aux sections 2.1 et 2.2 ainsi que dans les tableaux en annexe.



Les chiffres étant arrondis, ils peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

2.1 Changements importants dans les autorisations (crédits totaux disponibles) entre les exercices 2017-2018 et 2016-2017

Les crédits totaux disponibles au 31 décembre 2017 sont de 419,7 millions de dollars et représentent une diminution de 41,1 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Autorisations (en milliers de dollars)	2017-2018	2016-2017	Variance	%
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	180 678	184 498	(3 820)	(2%)
Crédit 5 - Dépenses en capital	168 666	210 228	(41 562)	(20%)
Crédit 10 - Subventions et contributions	60 966	55 942	5 024	9%
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 328	10 037	(709)	(7%)
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30	42	(12)	(29%)
Autorisations budgétaires totales	419 668	460 747	(41 079)	(9%)

La diminution de 3,8 millions de dollars du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une diminution de 9,5 millions de dollars entre 2016-2017 et 2017-2018 en raison du financement obtenu en 2016-2017 pour la prestation de rapports et d'images satellitaires à valeur ajoutée à des fins humanitaires.
- Une diminution de 9 millions de dollars liée aux besoins différents en flux de trésorerie de deux projets, soit celui du remplacement de caméras du Système d'entretien mobile (RCAM MSS) ainsi que du Système de vision déployable par Dextre (DDVS).
- Une diminution de 3 millions de dollars résultant d'un transfert budgétaire provenant du crédit de fonctionnement au crédit de subventions et contributions pour le Programme de développement des technologies spatiales.
- Une diminution de 1,4 million de dollars entre les deux années s'explique par les réductions annoncées dans le cadre du budget fédéral de 2016 pour les services professionnels, les déplacements et la publicité.
- Une augmentation de 9,2 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier en raison de l'obtention de l'autorisation supplémentaire du report de fonds du crédit de dépenses de fonctionnement de 2016-2017 à 2017-2018.
- Une augmentation de 8,6 millions de dollars suite à l'obtention de financement additionnel pour la prolongation de la participation du Canada à la mission de la Station spatiale internationale (SSI) de 2021 à 2024.
- Une augmentation de 1,6 million de dollars, principalement pour les compensations associées au renouvellement des conventions collectives.

Agence spatiale canadienne

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

La diminution de 41,6 millions de dollars du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une diminution de 86,5 millions de dollars liée à la mission de Constellation RADARSAT (MCR). La variation entre les deux années s'explique par les besoins différents en flux de trésorerie conformément aux nouvelles cédules de paiements des jalons, sans toutefois affecter le lancement qui est toujours prévu pour 2018.
- Une diminution de 4,8 millions de dollars entre 2016-2017 et 2017-2018 liée au financement ponctuel se terminant en 2016-2017 pour le projet de Microsatellite de surveillance maritime et de messagerie (M3MSat).
- Une augmentation de 10,3 millions de dollars entre les deux années, attribuable à des besoins différents en flux de trésorerie pour la réalisation des activités liées à la SSI.
- Une augmentation de 7,5 millions de dollars dans le cadre du budget fédéral de 2016 pour le renforcement de la sécurité du centre spatial John H. Chapman ainsi que l'achat et l'installation de matériel absorbant pour la chambre anéchoïque du Laboratoire David Florida.
- Une augmentation de 23,7 millions de dollars entre 2016-2017 et 2017-2018 en raison du report de fonds plus important du crédit capital de 2016-2017 à 2017-2018 par rapport à celui de 2015-2016 à 2016-2017.
- L'écart résiduel est composé de multiples variations inhérentes à la gestion des ressources du Programme spatial canadien (PSC). Elles résultent du fait que les besoins budgétaires par crédit ne sont pas linéaires d'une année à l'autre résultant des transferts entre crédits ou des reports de fonds dans une autre année financière.

L'augmentation de 5,0 millions de dollars du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation de 3 millions de dollars résultant d'un transfert budgétaire provenant du crédit de fonctionnement au crédit de subventions et contributions pour le Programme de développement des technologies spatiales.
- Une augmentation de 2,6 millions de dollars entre 2016-2017 et 2017-2018 en fonction des besoins de trésorerie du Programme global des subventions et contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales, pour l'initiative canadienne CubeSats.

2.2 Changements importants dans les dépenses trimestrielles et cumulatives (crédits utilisés) entre les exercices 2017-2018 et 2016-2017

Les dépenses trimestrielles et cumulatives pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017 sont de 73,9 et 189,3 millions de dollars et représentent une augmentation trimestrielle de 2,2 millions de dollars et une diminution cumulative de 23,7 millions de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Dépenses par crédit au 31 décembre

Dépenses par Crédit (en milliers de dollars)	2017-2018		2016-2017		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	42 993	103 742	36 729	94 182	6 264	9 560
Crédit 5 - Dépenses en capital	22 322	61 778	23 521	92 892	(1 199)	(31 114)
Crédit 10 - Subventions et contributions	6 336	16 931	9 019	18 444	(2 683)	(1 513)
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 289	6 867	2 510	7 528	(221)	(661)
Dépenses Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3	24	12	12	(9)	12
Dépenses budgétaires totales par Crédit	73 943	189 342	71 791	213 058	2 152	(23 716)

L'augmentation de 6,3 et 9,6 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives du crédit 1 – Dépenses de fonctionnement s'explique principalement par les éléments suivants :

- Une augmentation des dépenses salariales résultant de la ratification de conventions collectives ainsi qu'une variation dans le calendrier de paiement du cycle de mise en œuvre d'initiatives gouvernementales en observation de la Terre.

La diminution de 1,2 et 31,1 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives du crédit 5 – Dépenses en capital s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements du projet de la MCR.

La diminution de 2,7 et 1,5 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives du crédit 10 – Subventions et contributions s'explique principalement par :

- Les variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE) ainsi que le Programme global des subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.

Dépenses par article courant au 31 décembre

Dépenses par Article courant (en milliers de dollars)	2017-2018		2016-2017		Variance	
	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives	trimestrielles	cumulatives
Personnel	20 987	57 421	16 312	50 219	4 675	7 202
Transports et communications	1 279	2 920	1 049	2 493	230	427
Information	643	2 032	566	1 797	77	235
Services professionnels et spéciaux	23 678	51 105	21 576	48 864	2 102	2 241
Location	1 029	2 192	589	1 206	440	986
Service de réparation et d'entretien	5 578	7 853	1 218	2 309	4 360	5 544
Services publics, fournitures et approvisionnements	527	1 299	294	1 118	233	181
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	-	-	-	-	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	13 832	45 523	21 097	84 443	(7 265)	(38 920)
Paiements de transfert	6 336	16 931	9 019	18 444	(2 683)	(1 513)
Autres subventions et paiements	54	2 066	71	2 165	(17)	(99)
Dépenses budgétaires totales par Article courant	73 943	189 342	71 791	213 058	2 152	(23 716)

L'augmentation de 4,6 et 7,2 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Personnel est principalement causée par :

- Une augmentation des dépenses salariales suite à la ratification de conventions collectives.

L'augmentation de 2,1 et 2,2 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Services professionnels et spéciaux est principalement causée par :

- Une variation dans le calendrier de paiements du cycle de mise en œuvre de certains projets en science de la vie reliés à la SSI.

L'augmentation de 4,4 et 5,5 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Services de réparation et d'entretien est principalement causée par :

- Une variation dans le calendrier de paiements de la phase de mise en œuvre du projet de remise en état accélérée de l'infrastructure du Laboratoire David Florida et du projet de renforcement de la sécurité du centre spatial John H. Chapman.

La diminution de 7,3 et 38,9 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Acquisition de matériel et d'outillage est principalement causée par :

- Les variations dans le calendrier de paiements du projet de la MCR.

La diminution de 2,7 et 1,5 millions de dollars des dépenses trimestrielles et cumulatives pour l'article courant Paiement de transfert est principalement causée par :

- Les variations dans le calendrier de paiements à l'Agence spatiale européenne (ASE) ainsi que le Programme global des subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.

3. Risques et incertitudes

La nature spécifique du programme spatial canadien nous confronte à des enjeux liés aux technologies avancées utilisées dans les missions spatiales et des enjeux liés à l'aspect international de certains projets. Ces particularités propres au domaine spatial génèrent un risque de retard dans la réalisation des projets et donc, des risques de reports dans l'utilisation des fonds.

Les dépenses cumulatives au 3^e trimestre de 2017-2018 représentent 45% des autorisations alors que 75% de l'année financière s'est écoulé. Cette situation est semblable à celle des exercices financiers précédents (46% en 2016-2017 et 49% en 2015-2016) et ne représente aucun enjeu. La situation des dépenses cumulatives se rétablira en fin d'année financière lors de l'enregistrement des courus selon la comptabilité d'exercice intégrale combiné avec le report des budgets à l'exercice suivant.

Les organismes gouvernementaux utilisent de plus en plus les biens spatiaux pour réaliser leur mandat. Lorsque l'on peut choisir à même de nombreuses possibilités de missions et de partenariats, il risque d'y avoir des écarts entre les besoins des utilisateurs et les services fournis. Dans ce contexte, l'ASC a mis en œuvre un modèle de gouvernance interministérielle qui facilite l'identification et l'atténuation d'éventuels écarts entre l'offre et la demande tout en veillant à ce que les ressources financières adéquates soient affectées aux activités spatiales.

De l'Accord de coopération Canada / l'Agence spatiale européenne (ASE) émane également des risques tels que les montants payables qui varient en fonction des changements des statistiques sur le produit national brut (PNB), de la variation de la devise canadienne par rapport à l'euro (taux de change), de l'inflation et de l'application de la politique industrielle de l'ASE. Ces risques ont une incidence à la fois sur les coûts et le profil des flux de trésorerie.

Pour atténuer tous ces risques, l'ASC revoit régulièrement son portfolio de projets, ses plans d'activités, ses échéanciers et ses stratégies de gestion financière pour s'adapter aux changements apportés aux programmes spatiaux de ses principaux partenaires (National Aeronautics and Space Administration (NASA), ASE et autres agences spatiales). De plus, l'ASC a poursuivi la mise en œuvre de son Cadre de gouvernance et de surveillance des investissements, ce qui a pour effet d'améliorer le processus de gestion et de contrôle déjà en place.

4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Il n'y a pas eu de changement important quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes lors du troisième trimestre de 2017-2018.

Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par,

La version originale a été signée par
Sylvain Laporte, le 21 février 2018

Sylvain Laporte Date
Président
Longueuil, Québec

La version originale a été signée par
Marie-Claude Guérard, le 21 février 2018

Marie-Claude Guérard, CPA CGA Date
Dirigeante principale des finances
Longueuil, Québec

AGENCE SPATIALE CANADIENNE
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

Annexe 1

État des autorisations (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Crédit 1: Dépenses de fonctionnement	180 678	42 993	103 742	184 498	36 729	94 182
Crédit 5: Dépenses en capital	168 666	22 322	61 778	210 228	23 521	92 892
Crédit 10: Subventions et contributions	60 966	6 336	16 931	55 942	9 019	18 444
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 328	2 289	6 867	10 037	2 510	7 528
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30	3	24	42	12	12
Autorisations budgétaires totales	419 668	73 943	189 342	460 747	71 791	213 058

(1) N'inclut que les Autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

AGENCE SPATIALE CANADIENNE
Rapport financier trimestriel
Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017

Annexe 2

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non audité)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
Dépenses:	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Personnel	70 109	20 987	57 421	68 389	16 312	50 219
Transports et communications	5 015	1 279	2 920	4 249	1 049	2 493
Information	3 165	643	2 032	2 775	566	1 797
Services professionnels et spéciaux	139 311	23 678	51 105	138 898	21 576	48 864
Location	3 480	1 029	2 192	3 361	589	1 206
Service de réparation et d'entretien	7 573	5 578	7 853	7 900	1 218	2 309
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 924	527	1 299	1 817	294	1 118
Acquisition de terrains, de bâtiments et ouvrages	-	-	-	595	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	121 082	13 832	45 523	172 419	21 097	84 443
Paiements de transfert	60 966	6 336	16 931	55 942	9 019	18 444
Autres subventions et paiements	7 043	54	2 066	4 402	7	2 165
Dépenses budgétaires totales	419 668	73 943	189 342	460 747	71 791	213 058